

## UN ACCORD SERAIT INTERVENU ENTRE LES CONDUCTEURS DE TRAIN ET LA SNTF

# Vers la fin de la grève

**Alors que le tribunal de Sidi M'hamed a été saisi en référé par la direction générale de la Société nationale des transports ferroviaires pour déclarer la grève des conducteurs de train «illégal», le trafic ferroviaire est, pour la troisième journée de suite, paralysé.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Aux dernières informations, la direction générale de la SNTF et le collectif des syndicalistes des conducteurs de train soutenu par la fédération syndicale de tutelle, affiliée à l'UGTA, auraient conclu un accord, qui devrait entrer en vigueur à compter de ce jour, mercredi 11 mai. Mais en attendant la mise en application des termes de cet accord, la direction générale de la SNTF a exigé des travailleurs grévistes de reprendre le travail en fin de soirée d'hier.

Selon une source syndicale, les deux parties sont parvenues à un accord qui stipule notamment «la révision du plan de carrière des travailleurs concernés ; mais aussi la mise à l'écart de la disposition portant poursuite judiciaire du conducteur de train lorsque ce dernier se trouve au

centre d'un accident ferroviaire». «Même la mesure de suspension et de gel du salaire en attendant que la justice tranche sur la problématique de l'accident a été annulée. C'est un acquis très important pour notre corporation que nous avons décroché», nous a confié un syndicaliste, membre du collectif des conducteurs des trains. Il n'en demeure qu'en ce troisième jour de grève, le trafic de transport ferroviaire est totalement paralysé au grand dam des usagers.

Pour rappel, deux jours après le déclenchement du débrayage, aucune avancée perceptible n'a été relevée dans les négociations engagées depuis hier, dans l'après-midi, entre les représentants de la direction générale de la SNTF et le collectif des syndicalistes. L'implication des cadres syndicaux de la Fédération des



Photo : Samir Sid

**La SNTF a exigé des grévistes de reprendre le travail.**

travailleurs des cheminots n'a rien apporté de concret.

Cette dernière, affiliée à l'UGTA, n'a pas adhéré totalement au mouvement de grève, arguant que le «débrayage n'a pas fait l'objet d'un préavis de grève». Toutefois, selon les cadres syndicaux de la Fédération des travailleurs des cheminots, «la revendication des conducteurs a été prise en consi-

dération et un canal de communication a été établi entre les deux parties à même de trouver une issue à cette grève.

Pour rappel, les conducteurs de train avaient entamé dimanche dernier une grève à Alger et dans d'autres villes dont Oran et Constantine.

Ces travailleurs revendiquent la «reclassification des mécaniciens» et une augmentation de la

prime de rendement collectif. Pour sa part, le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Yacine Bendjaballah, a indiqué dans une déclaration à l'APS que les conducteurs de train avaient entamé un débrayage dans les wilayas de Constantine, d'Oran et d'Alger sans aucun préavis. Selon lui, «les conducteurs grévistes n'ont même pas avisé la Fédération des travailleurs du secteur qui les représente et qui est habilitée à transmettre leurs revendications et leurs préoccupations», a-t-il indiqué, ajoutant que la Direction générale «est prête à dialoguer avec les grévistes dans un cadre légal, en vigueur, et à écouter leurs revendications».

Selon des sources de la Fédération, les grévistes réclament une augmentation de la prime de travail posté, l'indemnisation des heures travaillées durant les week-ends et les jours fériés, l'augmentation de la prime de travail de nuit et le reclassement.

A. B.

## CELA S'EST PASSÉ, HIER, LORS D'UNE PATROUILLE AUX FRONTIÈRES SUD

# Un missile BM21 et une rampe lance-missile retrouvés à Bordj-Badji-Mokhtar

**C'est une découverte du genre à laisser sans voix celle qu'ont faite, dans la matinée d'hier, des militaires en patrouille de reconnaissance près des frontières sud du pays, dans la région de Bordj-Badji-Mokhtar.**

Un missile de fabrication russe BM21 et une rampe lance-missile à 12 tubes de 107 mm sont entre autres armements et munitions que les éléments d'un détachement relevant de la 6<sup>e</sup> RM ont retrouvés dans cette cache localisée dans la région de Bordj-Badji-Mokhtar, annonçait, hier, en début d'après-midi, le MDN.

Une découverte au sujet de laquelle le communiqué de l'armée ne fournit aucune autre précision, hormis la liste des armes et des munitions récupérées. Il va sans dire qu'un tel arsenal n'a pas été découvert par le simple fait du hasard.

Le renseignement a sans doute joué un rôle déterminant comme cela a été le cas lors des toutes récentes opérations suivies de découvertes qui, rappelons-le, se sont soldées par la récupération, rien qu'entre samedi et dimanche derniers, de pas moins de 131 armes, dont 119 kalachnikovs, à Kouinine, une petite commune de la daïra d'El-Oued. Ceci, sans compter, évidemment, la récupération des ces fameux 6 missiles Stinger, il y a exactement deux mois, dans la région d'El-Oued.

En mission de reconnaissance à Bordj-Badji-Mokhtar, hier donc, en plus du missile BM21 et de la rampe lance-missile à 12 tubes, les éléments du détachement relevant de la 6<sup>e</sup> RM ont étoffé la liste de l'armement récupéré, un peu partout à travers le pays ces derniers temps, avec 2 fusils mitrailleurs de type FMPK, 1 fusil

mitrailleur de type RPK, 2 kalachnikovs, 2 fusils à répétition, ainsi qu'une aussi impressionnante quantité de munitions constituées de 9 obus pour mortier de 120 mm, 6 obus pour canon 76 mm, près de 3 000 balles de différents calibres, 2 chargeurs pour fusil mitrailleur RPK, 3 chargeurs pour kalachnikov, et 50 kilogrammes de nitrates d'ammonium.

Une découverte d'une autre dimension par rapport à celle du début du mois de

février lorsqu'un détachement de la même 6<sup>e</sup> RM avait mis au jour près de Tamanrasset une cache contenant un fusil mitrailleur de type FMPK et une quantité de munitions, puis quelques jours plus tard, à Bordj-Badji-Mokhtar, une autre cache à l'intérieur de laquelle ont été retrouvés quatre pistolets mitrailleurs kalachnikovs un fusil mitrailleur 12.7 mm, un fusil mitrailleur FMPK ainsi qu'une quantité importante de munitions de diffé-

rents calibres. Si de telles prises, d'un côté, rassurent quant à la vigilance dont font preuve les détachements de l'ANP aux frontières, d'un autre côté, cela ne peut pas ne pas alimenter le sentiment d'inquiétude sur les velléités des groupes terroristes qui tentent des incursions dans le territoire national à travers les frontières, sud et sud-est notamment, avec un armement qui a de quoi impressionner.

M. Azedine

## À L'ISSUE D'UN SIT-IN DE SOLIDARITÉ AVEC LE GROUPE EL KHABAR

# Des journalistes empêchés d'approcher le ministre de la Justice à Bouira

Finalement, les journalistes et correspondants de la wilaya de Bouira, qui avaient organisé un sit-in de solidarité avec leurs confrères du groupe de presse *El Khabar*, et qui espéraient approcher le ministre de la Justice et garde des Sceaux, M. Tayeb Louh, pour lui exprimer leur indignation face à la cabale dont ce groupe de presse fait l'objet depuis quelques semaines, n'iront pas jusqu'au bout de leur action : le ministre de la Justice et garde des Sceaux en a décidé ainsi en donnant des instructions fermes pour que les journalistes et les correspondants, auteurs de cette action, soient empêchés de l'approcher ou de brandir la moindre pancarte lors de son arrivée.

Aussi, les journalistes et les correspondants de certains titres

de la presse écrite, présents hier devant le siège de la cour de Bouira, ont beau essayé de maintenir leur décision de brandir leurs pancartes et même une banderole portant le logo d'*El Khabar*, les policiers, déployés en force ont fait savoir qu'aucune action de ce genre ne serait tolérée.

La décision a été, selon des informations que nous avons recueillies sur place, prise par le ministre en personne, M. Tayeb Louh, qui a donné des instructions pour que les journalistes et les correspondants qui avaient décidé la veille de l'interpeller en organisant un sit-in de solidarité avec leurs confrères du quotidien *El Khabar*, objet de pressions depuis plusieurs jours et qui risque carrément la fermeture à cause d'une lecture tordue de la loi, ne l'approchent pas.

Ainsi, les journalistes qui croyaient avoir affaire à un ministre de la Justice et garde des Sceaux et digne représentant d'un Etat de droit qu'il était censé incarner, ont vite déchanté ; eux qui ont cru un moment, alors qu'ils commençaient à se rassembler devant ce nouveau siège, que le ministre Louh allait même les saluer et écouter leurs doléances, avant de poursuivre ensemble la visite.

Cela étant, la section locale du SNJ, a rendu public dans la journée, un communiqué dans lequel elle dénonce cette énième atteinte à «la liberté d'expression et d'organisation, pourtant garantie par la loi fondamentale du pays» et «rappelle le caractère incongru de cette instruction qui ne fait qu'envenimer les relations entre la presse et le gouvernement ; relations mal-

heureusement déjà trop tendues», lit-on encore dans le communiqué.

Cela étant, rappelons qu'après avoir été cernés de toutes parts par un dispositif policier impressionnant, où deux fourgons de police et un cordon de sécurité y ont été déployés pour les empêcher d'approcher le ministre, les journalistes présents ont décidé de boycotter cette visite.

Signalons enfin que lors de ce sit-in, des citoyens anonymes, des écrivains, des éditeurs, mais aussi des militants du RCD en grand nombre, ainsi que des militants des droits de l'Homme, étaient présents à cette action initiée par des journalistes en signe de solidarité avec leurs confrères d'*El Khabar*.

Y. Y.